

Paris, le 3 décembre 2015

N/Réf. DSI-2015-081

Objet : Contribution du Groupe EDF à la consultation publique de l'ARCEP dans le cadre de sa revue stratégique

Contact Groupe EDF (EDF/ERDF): JP.Bourbigot, chargé de mission Telecom à EDF-DSI Groupe

Destinataire : [larceppivote@arcep.fr](mailto:larceppivote@arcep.fr)

Préambule :

La contribution du Groupe EDF figure dans les réponses aux 20 questions posées dans le document de consultation publique, publié sur le site de l'ARCEP.

\*\*\*

Question n°1 :

Les contributeurs sont invités à exprimer leur opinion sur la démarche de la revue stratégique

Le Groupe EDF remercie l'Autorité d'avoir proposé cet appel à commentaires.

Le dialogue entre l'ARCEP et le Groupe EDF est très ouvert et, sur simple échange de mail, il est possible d'échanger sur les sujets de régulation, d'évolution des besoins, d'attribution de fréquences ou de stratégie dont la migration de services.

Dans la présente démarche, nous notons beaucoup de points positifs qui mettent en avant des préoccupations propres aux entreprises, notamment concernant la sûreté de fonctionnement des réseaux.

Question n°2 :

Les contributeurs sont invités à exprimer leurs remarques sur ce bilan initial de l'action de l'ARCEP, ainsi que sur les défis futurs identifiés

Nous partageons les résultats obtenus dans un objectif de développement de la concurrence. Toutefois ce bilan est à mettre en regard d'autres constats :

- La baisse des revenus des Opérateurs a engendré une instabilité du marché, avec des interrogations sur la pérennité de certains Opérateurs (des signaux de fusion perdurent),
- Seuls 2 acteurs (Orange et SFR) sont réellement en capacité de répondre aux besoins de couverture nationale sur les réseaux fixes,
- La qualité de service constatée est en retrait probablement par manque d'investissement notamment sur les cœurs de réseaux voire sur la sécurisation des alimentations électriques des points de collecte.

Pour les Entreprises, notamment pour le domaine industriel, il serait souhaitable d'accompagner encore plus fortement la gestion des changements de services obsolètes.

#### Question n°3 :

- Quelles sont les principales opportunités de convergence des réseaux ? Existe-t-il des freins à leur mise en oeuvre ?
- Quelle devrait être la place de la mutualisation des investissements dans le déploiement des nouveaux réseaux ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner le déploiement du très haut débit sur les marchés ultramarins ?
- Comment l'ARCEP devrait-elle accompagner les transitions vers les nouveaux réseaux ?

La mutualisation d'infrastructure entre Opérateurs permettrait de maîtriser les coûts dans un contexte économique tendu. La concurrence devrait selon nous se faire sur les services ainsi que sur la capillarité pour mieux couvrir certaines zones du territoire.

A l'extrême ne faut-il pas envisager de disposer d'un cœur de réseau unique mais de très grande qualité ? nous constatons par exemple une qualité de la voix inégale qui pourrait être liée à des cœurs réseaux hétérogènes et datés.

Une attention particulière doit être portée à la gestion des phases de transition ; il est nécessaire de disposer d'une visibilité et d'une anticipation suffisante dans le cadre d'un schéma d'évolution des services. Les usages industriels se caractérisent par des cycles longs et des investissements importants, l'extinction de services historiques doit donc respecter ces contraintes.

#### Question n°4 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les modalités d'intervention des collectivités territoriales dans les réseaux numériques et sur le rôle du régulateur.

Les plans de déploiement de la fibre optique ont été définis en tenant compte des engagements des Opérateurs essentiellement dans les zones considérées comme rentables par ces derniers. Les collectivités se sont alors positionnées sur les zones non prévues par les Opérateurs.

On constate que les engagements des Opérateurs n'ont pas été tenus totalement ce qui a eu pour conséquence une couverture imparfaite du territoire en fibre.

Il nous semblerait pertinent d'apporter davantage de souplesse dans le processus d'arbitrage entre Opérateurs et Collectivités territoriales afin de mieux couvrir le territoire.

#### Question n°5 :

- Comment garantir la fiabilité des réseaux de communications électroniques ?
- Quel rôle doit jouer l'ARCEP sur ce sujet le cas échéant ?

La fiabilité des réseaux de communication est essentielle, dans un monde en pleine transformation numérique, et dans lequel de plus en plus d'objets et de personnes échangent de l'information en temps réel, les services de télécommunication des opérateurs et les services de production et de distribution de l'énergie sont toujours plus "vitaux" et inter dépendants au fur et à mesure ou les réseaux de distribution deviennent communicants.

Certains usages sensibles nécessitent des moyens de priorisation de trafic, redondance des infrastructures à certains niveaux (exemple : ateliers d'énergie).

La qualité de service attendue pourrait être favorisée par des publications d'indicateurs sur l'état de fonctionnement et de modernité des coeurs de réseaux data/voix par exemple.

Question n°6 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les besoins spécifiques de connectivité mobile non couverts par les opérateurs, et leur prise en compte par la régulation

Un cadre défini par l'Autorité favoriserait l'amélioration de la couverture GSM indoor dans les bâtiments de plus en plus opaques, de manière à inciter les Opérateurs à résoudre les problèmes de connectivité dans les bâtiments.

Question n°7 :

Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait améliorer la concurrence au bénéfice de l'ensemble des acteurs économiques : entreprises, entités publiques ou associatives

Comme indiqué dans la réponse à la question n° 3, il s'agirait d'améliorer la concurrence sur les services, en favorisant par exemple le modèle MVNO.

Question n°8 :

- Quelle est la place de l'ARCEP dans le développement de l'internet des objets ?
- Quels sont les enjeux pour l'ARCEP liés à l'intervention des collectivités locales en matière de territoires intelligents ? Quel accompagnement pour les collectivités locales ? Avec quels objectifs ?
- Quelles autres principales innovations anticipez-vous ?
- Comment faire pour mieux accompagner l'émergence des réseaux de demain nécessaires à la transformation numérique de la France ?
- Faut-il veiller à accroître l'accessibilité du patrimoine spectral à un large écosystème ?

L'Internet des Objets est identifié comme une évolution majeure, utilisant « massivement » la bande 868 MHz .

Les pistes à explorer sont selon nous de :

- Soit, réglementer davantage les réseaux LPWAN (type LoRa ou Sigfox) qui constituent un vecteur important du développement de l'IoT. L'établissement d'une réglementation permettrait aux objets connectés de bénéficier d'une garantie de connectivité LPWAN

analogue à celle dont bénéficient les humains, via leur smartphone, PC ou tablette connectés à Internet ou 2/3/4G. Pour être plus précis : la bande 868 MHz utilisée par les réseaux LPWAN, risque à terme d'être saturée par l'usage massif de l'IoT ; une réglementation serait bénéfique pour permettre aux applications IoT de fonctionner correctement

- Soit à l'inverse, d'assouplir la réglementation pour permettre de développer l'Internet des objets sur d'autres bandes, en envisageant une bande spécifique pour les usages industriels.

Question n°9 :

- Quelle expertise l'ARCEP peut-elle apporter (ou développer) pour contribuer à l'analyse des marchés numériques ?

- Comment construire une expertise technique sur les sujets numériques (ex : gestion de trafic, QoS etc.) ?

- Comment recueillir, analyser et comparer l'information sur ces sujets ? Des dispositifs de notation sont-ils pertinents ? Si oui, comment doivent-ils faire intervenir les pouvoirs publics ?

- Quel pourraient être les principaux impacts des nouveaux modèles d'affaires sur la régulation (économie du partage, plateformes etc.) ? Quels sont les facteurs de désintermédiation du secteur des télécoms ?

La qualité de service dans les réseaux des Opérateurs est très complexe à mesurer. En pratique il serait nécessaire que l'Autorité déploie des sondes dans ces réseaux.

Plus simplement, L'Autorité pourrait interroger les Clients sur la qualité constatée à travers des enquêtes ciblées.

Question n°10 :

Au-delà des chantiers identifiés, les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur la manière dont l'ARCEP pourrait accompagner l'évolution du secteur postal.

RAS

Question n°11 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer leur opinion sur la place respective de la régulation asymétrique et de la régulation symétrique, portant sur l'ensemble des acteurs

Il pourrait être judicieux d'assouplir la régulation asymétrique mais en l'accompagnant d'un durcissement des conditions de sortie, de manière à favoriser l'investissement des nouveaux entrants pour construire leurs propres réseaux

La mutualisation évoquée ci-dessus (question 3) doit s'accompagner d'un effort d'investissement dans les infrastructures.

Question n°12 :

- Quelles améliorations l'ARCEP pourrait-elle engager afin de renforcer ses échanges avec l'ensemble des acteurs ?

- Comment l'ARCEP pourrait-elle améliorer la lisibilité de son action pour l'ensemble des acteurs du marché ?

Comme indiqué dans la réponse à la question n°1, le fonctionnement en bilatéral avec l'Autorité fonctionne très bien.

Pour favoriser les « multilatérales » avec les Entreprises, le CIGREF semble un lieu bien adapté pour les Grandes entreprises qui ont des besoins un peu différents de ceux des PME.

A noter que cette présente consultation participe au renforcement des échanges entre l'Autorité et les Entreprises ; une synthèse des contributions pourrait être l'occasion d'une présentation sous une forme à définir.

Question n°13 :

- Quelle devrait être la place de l'autorégulation ?
- Quels sujets pourraient faire l'objet d'une autorégulation ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle accompagner de manière efficace les acteurs dans la mise en oeuvre de l'autorégulation ?

Ce type de méthode ne peut fonctionner qu'en présence de toutes les parties, dans un cadre défini et partagé.

Question n°14 :

- L'ARCEP est-elle suffisamment ouverte à l'innovation ? Quelles nouvelles expertises faudrait-il développer ?
- A quels sujets naissants l'ARCEP devrait-elle s'intéresser ?
- Comment l'ARCEP pourrait-elle encourager le dialogue au sein du secteur sur les sujets innovants ?
- Quelle devrait être la place de l'expérimentation dans la régulation ?

Le Groupe EDF se félicite que l'Internet des Objets soit identifié comme un sujet important.

La régulation doit être suffisamment souple pour favoriser l'innovation.

Question n°15 :

- Quels sujets nécessiteraient une adaptation ou une levée de la régulation ?
- Quelle devrait être l'approche de l'ARCEP sur ces sujets ?

L'effort de régulation doit être maintenu sur certains sujets. Un accompagnement du Régulateur est indispensable pour gérer la fin de vie de services historiques à un coût acceptable.

Question n°16 :

- Comment améliorer encore l'information du public ? Certaines publications doivent-elles être transformées ? L'ARCEP devrait-elle publier de nouvelles informations ?
- L'ARCEP devrait-elle s'appropriier les techniques d'association de la multitude apportées par le numérique comme le crowdsourcing ou l'open data ? Selon quelles modalités ?

- Au-delà de l'information au public, la transparence offerte par l'ouverture des données vous semble-t-elle de nature à constituer un outil de régulation ?

RAS

Question n°17 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les nouvelles compétences que l'ARCEP devrait développer ou mobiliser en complément de son expertise des réseaux

Il nous paraît essentiel de maintenir une compétence forte sur les réseaux en intégrant toute leur diversité (mobiles, fixes, satellites, ...).

Question n°18 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur les sujets qui nécessiteraient une action de régulation collaborative, ainsi que sur les formes que ces collaborations devraient prendre.

Les réseaux sont l'objet de cyberattaques et sont vitaux pour les Entreprises. Un maillage fort pour traiter notamment les questions de cybersécurité avec l'ANSSI nous paraît indispensable.

Une coordination sur des thèmes tels que la cybersécurité est donc essentielle, ceci sans remettre en cause la responsabilité et la gouvernance des différentes Autorités.

Question n°19 :

Les contributeurs sont en particulier invités à exprimer dans leur réponse leur opinion sur l'intégration entre les travaux de l'ARCEP et les travaux européens et internationaux sur la régulation.

Plusieurs sujets nécessitent de maintenir voire développer des travaux européens :

- La gestion du roaming et le coût de l'itinérance,
- L'harmonisation des règles sur les numéros colorés notamment avec les pays frontaliers concernés par un service implanté en France (aujourd'hui les coûts des appels sont différents),
- La bande libre prévue pour l'Internet des objets est différente en Europe et en Amérique du Nord ; un effort de convergence pourrait favoriser le développement des solutions et services associés.

Question n°20 :

Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur tout sujet non abordé dans le présent document qui pourrait s'inscrire dans la revue stratégique de l'ARCEP.

**Il serait souhaitable de donner de la visibilité sur les évolutions d'usages du spectre radio-électrique dans les années à venir, et être informé de la place qui est accordée au développement des activités industrielles dans ces évolutions.**